

# DÉBAT PUBLIC

## « La mer en débat »

### Façade maritime Nord Atlantique / Manche Ouest

Compte-rendu intégral  
Vendredi 26 janvier 2024

---

**SALLE/ADRESSE :** Café de l'Univers / Saint-Malo

---

**PARTICIPANTS :** 9 participants

---

**DEBUT > FIN :** 19h00 à 21h00

---

**Commission particulière du débat public (CPDP) :**

Mme Lucie Béguin (CPDP)  
M. Patrick Tallec (SG NAMO)  
Mme Clémence Leblanc (SG NAMO)

**Intervenant(e)s :**

M. Nicolas BESSEC	Collectif Les Vagues
Mme Marie DAUTZENBERG	L'Ecole de l'Exploration
Mme Emmanuelle SULTAN	MNHN
Thierry BUANIC	Association AL LARK

## COMPTE-RENDU DE RÉUNION

### **Marie DAUTZENBERG, L'Ecole de l'Exploration**

Je suis hyper déçue du niveau de communication et je trouve cela pas respectueux des citoyens. Je commence par dire ça, parce qu'on est hyper informés par rapport à d'autres, et même en étant hyper informés, on n'était pas informés. Voilà, donc je trouve ça vraiment limite. Je ne sais pas comment faire, mais je pense qu'il faut réinscrire tous ces moments-là dans plus de quotidienneté. On ne peut plus, juste pour des raisons légales, répondre à des consultations, et je pense qu'il faut changer de manière de faire vivre la démocratie sur ces sujets environnementaux, parce qu'on voit bien ce qu'il se passe avec les pêcheurs, les agriculteurs et tout le monde, ça ne passe pas en fait. Donc, pour moi, pour l'instant, c'est plutôt un échec démocratique, le fait que... ne serait-ce que ce qu'il se passe là, pour moi, c'est plutôt le signe d'un manque de vitalité, de capacité, de compétence à faire ensemble. Mais, je suis très contente d'être là aussi quand même et je vous remercie de consacrer votre temps pour le faire. Voilà, j'ai fait un peu plus que me présenter, du coup. J'ai commencé.

### **Clémence LEBLANC, SG NAMO**

Je rebondis juste, parce que du coup Patrick a installé cet enregistreur, que ça ne vous gêne pas. Je lui ai demandé de le faire parce que j'ai trouvé ça très intéressant, ce que tu disais, et je me suis dit on perd énormément de choses.

### **Marie DAUTZENBERG, L'Ecole de l'Exploration**

On commence toujours l'enregistrement trop tard !

### **Clémence LEBLANC, SG NAMO**

Dans nos pratiques, on a deux missions, à la fois sensibiliser au débat et informer sur les différentes modalités qui sont présentes pour permettre aux citoyens et aux citoyennes de participer, et aussi de récolter toute la donnée et toute la parole des citoyens et des citoyennes pour la remonter et remonter toutes les propositions et tous les arguments à notre maître d'ouvrage, dont on va un peu plus expliquer après, et c'est pour ça que c'est important pour nous d'avoir cette donnée. Donc cet enregistrement, il sera retranscrit en verbatim et anonymisé après. Voilà, je voulais être transparente et si ça vous gêne, je préfère que vous le disiez maintenant. C'est pour ça qu'il y a un gros truc en plein milieu.

### **Nicolas BESSEC, Collectif Les Vagues**

Nicolas, je suis marin et Malouin, et aussi entrepreneur, on va le dire comme ça. Co-fondateur des Vagues avec plusieurs personnes dans cette salle. Je ne vais pas représenter les Vagues puisque Marie en a très bien parlé. Moi, en fait, je porte un projet qui s'appelle Villages Flottants, qui est la création d'éco lieux sur l'eau à base de bâtiments flottants, mais aussi de bateaux aménagés pour avoir des activités en lien avec la culture maritime et notamment revitaliser des espaces portuaires ou des zones naturelles. En tout cas, des lieux pour vivre les pieds dans l'eau, notre rapport à l'océan, à la mer, et des lieux multiactivités. Ça peut être des lieux d'habitation, des lieux de rencontre, des lieux de travail. Donc, c'est un projet qui est en émergence. On fabrique actuellement le prototype d'une maison flottante en chantier participatif. La dimension participative est la base du projet. Je pourrais en parler plus en détail, mais dans ce projet, ce qui compte, c'est quel mode de vie on va avoir à bord de ces villages flottants. Et c'est ça le plus important, c'est comment on va avoir un mode de vie en harmonie avec l'océan et pas un mode de vie qu'on a actuellement qui est très destructeur de la nature. Donc, c'est plus un laboratoire et une plateforme d'expérimentation qu'une solution, pour loger 100 000 habitants à Saint-Malo. Mais, ça va être plutôt un lieu d'exploration de ces sujets.

### **Emmanuelle SULTAN, MNHN**

Alors, je m'appelle Emmanuelle SULTAN. Avant tout, je suis une terrienne, pourtant je suis océanographe de formation et de profession. Je suis vraiment terrestre, pour parler comme la tour. En fait, les problématiques qui sont soulevées par cette mer en débat...

*[Interruption, quelqu'un arrive dans la salle, plusieurs personnes parlent, mais les propos sont inaudibles]*

Où j'en étais dans ma présentation ? J'ai la chance d'avoir un travail dans le milieu de la recherche et dans une belle institution qui est le muséum national d'histoire naturelle, affectée depuis une grosse dizaine d'années à la station marine de Dinard, justement pour observer l'océan depuis le littoral et en particulier le climat ; à la base, mon point d'entrée, c'est la dimension océanique du climat terrestre. Ça fait plus de 30 ans que je suis sur ces questions-là, aussi par conviction personnelle parce que je suis aussi habitante de ce territoire, mais depuis pas si longtemps que cela. En tout cas, depuis très jeune, j'ai pris conscience des problématiques environnementales et j'ai fait en sorte que mon travail puisse contribuer à cette dimension-là. Au muséum, j'ai un rôle d'ingénieur de recherche dans l'environnement qui me permet d'avoir des actions très transversales et notamment de faire parfois le grand écart entre les sciences dites exactes et les sciences humaines et sociales et les pratiques artistiques. Je fais partie de ces climatologues qui se sont pris des décennies et des décennies de claques dans la figure, d'améliorer les données, les modèles, les missions pour donner des données de qualité, pour faire des diagnostics scientifiques objectifs et aider les parties prenantes à prendre des décisions pour éclairer et juste pour le grand public et pour le vivant en général. Un grand sentiment de solitude et d'échec de toute ma carrière. Donc, ma question est toute simple. Comment va-t-on faire ensemble sans rentrer dans des guerres civiles pour faire face à ce qui est déjà là, à des tensions d'usage, à des tensions de situations qui ne sont même pas liées aux humains... Enfin, qui sont liées aux humains, mais [inaudible] viendra et qu'on aura toutes nos maisons à reconstruire ou à sauver. Bref, toutes ces questions-là, il va falloir que l'on fasse ensemble et là on n'aura pas forcément toutes les institutions et structures qui vont pouvoir être très aidantes. Donc, je pense que si c'est un apprentissage, le faire ensemble, aussi avec les gens qui ne sont pas d'accord. Je suis aussi très déçue d'avoir appris si tard ce débat. Je vous remercie beaucoup de vous en charger pour notre façade et d'être la courroie de transmission des paroles du terrain. C'est précieux. Je ne vais pas en dire plus, sinon je vais me fâcher.

### **Thierry BUANIC, Association AL LARK**

Thierry BUANIC, je suis là d'abord à titre personnel, je suis adhérent des Vagues depuis que je suis venu en retraite à Saint-Malo. Je suis aussi le président de l'association AL LARK qui est une association basée à Cancale, d'une part sur la sensibilisation au milieu marin et notamment avec l'idée de sortir nos adhérents sur l'eau. AL LARK a été créée il y a 20 ans, on fête le 27 février les 20 ans d'AL LARK et l'idée était au départ d'emmener les gens qui n'ont pas de bateau, qui n'avaient pas la possibilité d'aller sur l'eau et de leur montrer le milieu marin. Je la fais courte, avec le temps, les choses ont évolué. À côté de l'aspect sensibilisation, on a développé une action scientifique de recherche avec des biologistes marins. Il y a 5 salariés dans l'association qui travaillent sur les mammifères marins, notamment sur les Grands Dauphins et les dauphins de Risso dans le golf normand-breton en général. J'ai appris cela il y a une heure : la responsable scientifique va pouvoir faire une thèse à PELAGIS avec Jérôme SPITZ sur les dauphins de Risso. On vient d'obtenir le financement de la thèse et on est très contents de cela. Donc, on mène de la recherche scientifique et en même temps de la sensibilisation avec une articulation entre les deux qui s'appelle « les sciences participatives ». Pour nous, la chose la plus importante, c'est la participation des citoyens à la science grâce à de la formation, parce que ça ne vient pas comme cela. Le bénévolat, pour nous, c'est essentiel. On a 150 bénévoles réguliers. AL LARK est membre de France Nature Environnement Bretagne avec Bretagne Vivante, Eau et Rivières de Bretagne, VivArmor Nature et Clim'actions ; je crois que c'est à peu près tout actuellement. Dès le début, étant donné que si l'on est dans France Nature Environnement, c'est parce qu'on croit au dialogue, à la discussion, ce qui n'empêchera pas, si le dialogue ne fonctionne pas, d'aller ester en justice et FNE a prouvé, notamment avec la question des dauphins dans le golf de Gascogne, que l'on était capable d'aller se battre là-dessus, voire d'aller plus loin en cas de besoin. Dès le début, au niveau national, FNE a proposé de travailler sur le débat public sur cette question. D'ailleurs, il y a des personnes – j'ai oublié leurs noms – qui sont venues à un séminaire FNE Bretagne il y a un an pour présenter l'organisation des débats publics en général et notamment là-dessus. Maintenant, je ne cacherais pas que l'on est extrêmement déçus de la manière dont cela se passe. Des débats annulés, supprimés, changés, pas d'annonce suffisamment longtemps à l'avance, des choses qui sont déplacées et des débats dans lesquels, finalement, on va d'abord et avant tout écouter les professionnels de la pêche.

Je vais vous prendre un exemple. J'étais à Granville. Alors, vous me direz, ce n'est pas mon secteur, mais à Granville, il était prévu de faire une intervention, un débat public, sur les deux façades, sur Normandie-Mer du Nord et Bretagne, ce qui était intéressant en soi. D'ailleurs, c'est pour ça qu'on s'est déplacés sur place pour participer à ce débat. Deux heures et quart de débat, avec une intervention qui était intéressante sur le développement breton, etc., plus un autre professeur dont j'ai oublié le nom, parce qu'il était Normand. Mais voilà, 20 minutes ou une demi-heure là-dessus, puis ensuite, les

porteurs de projets, donc la DREAL Normandie, la DREAL Bretagne, à nouveau une demi-heure, et ensuite, enfin, on va donner la parole au public. Cinq questions, deux minutes par question, avec l'interdiction de toucher le micro. Donc moi, on m'a arraché le micro au bout d'une minute cinquante, avec un grand compteur à l'écran qui compte le temps... au bout d'une minute cinquante, au milieu d'une phrase, terminé. Il y a eu cinq questions. Ensuite, on a passé la parole au comité des pêches et aux pêcheurs qui, pendant trois quarts d'heure, ont pu échanger, sans aucune limite de micro, avec le micro à la main, en le conservant aussi longtemps qu'ils le voulaient, avec les porteurs de projets, avec la DREAL, et puis intervention des politiques, du maire, de ceci, de cela. Bref, sur deux heures et quart, cinq minutes de débat public... enfin, dix minutes de débat public. Donc, ça recoupe... ça, c'est ce que j'ai vécu. Il y a des gens dans la salle que l'on connaît, il y a des organisations comme Manche Nature, etc., que l'on connaît ; tout le monde était... Je ne connais pas bien les gens à Granville, mais beaucoup de gens les connaissaient, tout le monde était là « tout ça pour ça », « quel débat ? », etc. Quand on a nos amis de FNE qui, à Saint-Nazaire, à Brest, à Quimper, etc., finalement, on a toujours le même écho, à savoir : quel est le fond du débat ? Enfin, on n'a pas du tout l'impression... on a l'impression d'une sorte de dialogue entre la pêche, surtout en ce moment... là, ils ont compris qu'en faisant peur, avec les agriculteurs, ça marche, donc ils vont faire pareil ; j'attends le moment où un de ces débats va être envahi par les pêcheurs, parce que ça va venir, et...

On a la sensation que... quel débat public là-dedans ? Pouvoir dire quoi sur la stratégie de passage ? Sur les problèmes concrets, que ça soit l'éolien, que ça soit les zones de protection forte, que ça soit... je veux dire, il y a dans la stratégie de façade énormément de choses qui sont des choses concrètes, qui touchent la vie de tous les citoyens directement, quoi.

#### **Patrick TALLEC, SG NAMO**

Lucie peut répondre sur le fait qu'on a énormément de sujets dans le DSF.

#### **Lucie BEGUIN, CPDP NAMO**

En fait, peut-être juste aussi à titre de précision. On a tous signé une charte de déontologie de neutralité depuis qu'on est à la CNDP. Donc voilà, il y a des choses sur lesquelles on ne pourra pas réagir. Mais voilà, notre rôle, c'est vraiment de créer les modalités.

#### **Thierry BUANIC, Association AL LARK**

Je précise que je sais très bien, on en a parlé au début, on sait très bien qu'effectivement, vous n'êtes en rien responsable de ça. C'est pour ça que je prends bien soin de parler de l'État et...

#### **Patrick TALLEC, SG NAMO**

C'est pour ça qu'on est là ce soir. Pour pouvoir vous enregistrer et pour pouvoir justement verser ce point de vue particulier au débat et qu'il y soit.

#### **Marie DAUTZENBERG, L'École de l'Exploration**

On peut commencer. Alors, Bruno LE MAIRE... (*rires*) Vous avez récupéré des attributions qui ne devraient pas être dans votre ministère à Bercy. Il serait gentil de les rendre aux autres.

#### **Intervenant**

On a peut-être été trop longs, juste dire au moins...

#### **Nicolas BESSEC, Collectif Les Vagues**

Ce n'est pas notre genre. L'idée, en termes d'animation, c'est que chacun se présente succinctement.

#### **Intervenant**

Oui, mais alors vous avez dit des choses et ça donne envie de dire des choses.

#### **Sandrine, citoyenne**

Je m'appelle Sandrine, je suis là en tant que citoyenne, et je veux savoir ce que vous proposez pour les 50 futures années, et je suis là par curiosité pour voir comment tout ça se déroule.

#### **Annabelle, citoyenne**

Annabelle, je suis là également en tant que citoyenne et je m'inquiète du devenir des littoraux face au phénomène de montée des eaux et de réchauffement climatique.

### **Marie, participante**

Marie, je suis là aussi en tant que citoyenne. Je viens par curiosité, je n'y connais pas grand-chose, mais je suis là pour apprendre et connaître vos avis.

### **Lola, citoyenne**

Lola, moi aussi je viens en tant que citoyenne, je m'intéresse à tout ce qui est débat, échange autour de la mer, et je trouve ça bien qu'on ait des zones d'échange pour pouvoir s'exprimer sur cet espace, et donc je suis là pour contribuer à l'émergence de ces échanges.

### **Christelle, citoyenne**

Christelle, j'habite un petit village en bord de Rance, un port de pêcheurs qui allaient à Terre-Neuve à la pêche. Alors, je suis rentrée dans l'association et dans le collectif Les Vagues parce que ça évoque avant tout pour moi le mouvement et ce mouvement dans lequel il faut qu'on entre tous, si on veut tous ensemble arriver à quelque chose. Je ne vais pas parler de la mer parce que j'arrive en fait par finir à dire que chaque chose dont on parle, que ce soit la mer, que ce soit l'habitat, le transport, tous les sujets, il y a un moment j'ai presque envie de dire tout ça, c'est du détail, ça devient du détail. Pourquoi ? Parce que la source et le départ sont fondamentaux, en fait on est sur du sable mouvant et n'importe quel sujet en fait, on n'arrive pas à nos fins. Pourquoi ? Parce qu'on est sur un système qui s'est mis en place, il est. On ne va pas se faire la guerre et on ne va pas... mais, les temps ont changé et c'est super, les habitants deviennent vraiment habitants et ont envie d'être acteurs et de participer à la vie. Et ce n'est pas parce qu'on est élus que les élus sont au service et nous, ça voudrait dire qu'on ne peut pas être au service, c'est terrible. Donc en fait, c'est tout ça, le fond du sujet, et c'est comment on, d'une société qui s'est fondée, on sait que le peuple a le pouvoir, je vais loin, je vais sur nos textes fondamentaux, c'est là que ça se passe, sur la Déclaration des droits de l'Homme et la constitution. Le peuple à la souveraineté, il confie l'exercice à ses représentants. On n'a pas veillé à cet équilibre et aujourd'hui, est-ce qu'on repose vraiment sur ce sujet-là ? Quel équilibre on remet entre nos représentants et les habitants, c'est-à-dire entre nous tous, pour arriver à nos fins ? Et que de l'expérience qu'on a sur le territoire et de ce qui se passe, force est de constater qu'il est normal... je veux dire nos élus sont en charge, ils ont tellement de dossiers et tellement de choses à faire dans un système qui est en place depuis longtemps que ce n'est pas du jour au lendemain que ça peut s'arrêter. Donc, il faut que nous, de notre part, si on s'est réveillé et qu'on a envie, on met en place des choses, en créant les rapprochements avec les élus, pas en étant dans une attente complète des élus parce qu'il y a des endroits où ça va fonctionner, mais pas d'autres. Donc, il ne faut pas qu'on ait qu'une seule façon de faire et qu'une seule règle, il faut qu'on adapte en fonction des endroits. Parce qu'il y a des endroits et des territoires où on a des politiques qui ont compris. L'aveuglement, il n'est plus là, ils ont compris et donc ils enclenchent en fait cette dynamique. Et il y a des endroits où ce n'est pas le cas. Les endroits où ce n'est pas le cas, ne baissons pas les bras, portons ce qu'on a à porter et à un moment, les élus, pour se faire élire, ils vont comprendre. Mais voilà, il faut juste qu'on s'organise bien et qu'on se relie.

Donc moi, à Saint-Suliac, j'ai créé ce qu'on appelle la Toile Suliaçaise. C'est le moyen de se relier en fait sur le territoire par petits secteurs. Alors, je parle d'un village de 1 000 habitants qui est déjà un tout petit village. 1 000 habitants, 30 secteurs parce que par le voisinage, on se connaît. Et donc, quand on a une communication importante à faire, d'une traînée de poudre, tout le monde est au courant, équité d'information et une bonne communication. Et donc, quand il y a des rendez-vous, on est tous là. D'une manière ou d'une autre, on s'organise, mais on arrive à faire remonter la parole. Et donc, si c'est juste pour nos petits villages, on le met en place sur nos petits villages, on pourrait appeler ça une constellation terrestre, on lui donne le nom qu'on veut, un peu plus largement sur le territoire si tout le monde le fait. Quand nos élus un petit plus haut nous font signe, on ne va pas débouler de toute façon sur nos territoires à 86 000 sur des ateliers de travail. Mais sur chaque village, si c'est anticipé et qu'on le sait suffisamment à l'avance, on le travaille, en fait, nous. On le travaille avant par équipe dans nos villages avec des thématiques et puis après, à quelques-uns, on vient remonter les informations. Enfin, il y a plein de modèles à penser, différents à créer. Et il faut juste qu'on y croie et que l'on continue d'y croire. C'est juste une question d'échelle, en fait. Et on baisse les bras parce qu'on se dit que ce n'est pas possible. Il faut changer d'échelle. L'échelle, à 71 % la France, c'est des villages comme Saint-Suliac de 1 000 habitants. À 98 %, c'est des villages de 500 à 3 500. Donc, la France se construit en deux temps, trois mouvements par les mains. Et quand je dis ça, je respecte nos élus et les rapprochements vont se faire. Mais, allons-y. C'est facile à mettre en place. C'est trop simple en fait.

**Clémence LEBLANC, SG NAMO**

Patrick, tu peux te présenter.

**Patrick TALLEC, SG NAMO**

Moi, je suis membre de la CNDP. Je suis secrétaire général adjoint. Je n'ai pas le droit de parler. Je suis agriculteur. Quand on m'a proposé ce débat, je suis passionné d'outils démocratiques justement. Chez moi, j'essaie de faire beaucoup de choses. Quand on m'a proposé ça, même si je dois être neutre, je trouve que le fait que nous puissions venir dans chaque ville et justement recueillir vos points de vue et des solutions, des avis, c'est vraiment, pour moi, vital.

**Nicolas BESSEC, Collectif Les Vagues**

On a fait le tour. Merci à tous. Ce qu'on voulait vous proposer, alors moi j'ai pris des notes, j'ai entendu ce que vous avez dit. C'était un peu en mode popcorn. Popcorn, il n'y a pas d'ordre, c'est on y va, chacun y va de son envie. Quand on vous dit « la mer en débat », de quoi avez-vous envie de débattre ? Voilà la question. Quelles sont les thématiques sur lesquelles on a envie d'approfondir et de discuter ensemble ce soir ?

**Clémence LEBLANC, SG NAMO**

Peut-être, pardon, je me permets pour... La consigne, en fait, c'est un petit temps pour co-construire l'ordre du jour de cette réunion et donc ça nous permet après d'aller en profondeur dans les thématiques que vous avez choisies. Dans les prises de paroles, du coup, ce n'est pas la peine d'aller trop loin. Vous aurez la parole de toute façon.

**Nicolas BESSEC, Collectif Les Vagues**

En tout cas, moi ce que j'ai déjà noté de tout ce qu'on s'est dit, en un, arrive loin devant le... J'ai écrit ça « la démocratie », le processus par lequel et les méthodes par lesquelles on prend des décisions collectivement. C'est quand même ce qui ressort le plus des témoignages de quasiment tout le monde. En deux, ce que j'ai noté, c'est le changement climatique, l'impact en tout cas du changement climatique. On a parlé de montée des eaux, mais il y a d'autres signaux du changement climatique. Voilà ce que moi j'ai noté. Mais peut-être qu'il y a des choses complémentaires.

**Emmanuelle SULTAN, MNHN**

Le bon état écologique des océans. Qu'est-ce que c'est ? Comment est-ce qu'on les préserve ?

**Participant**

Pas seulement les océans. Je pense que le lien terre-mer est très important.

**Participant**

Moi, je voudrais bien savoir qui concrètement gère actuellement les océans, qui fixe les lois et est-ce que c'est davantage des acteurs politiques ou des acteurs économiques ?

**Participant**

J'aimerais aussi qu'on puisse requestionner nos besoins face à l'injonction d'adaptation. Parce que ça me pose question dans notre modèle économique et notre modèle de vie.

**Participant**

Ce qui est important aussi pour moi, c'est la focalisation du... J'ai déjà participé à différents webinaires, etc. Je trouve que malgré tout, c'est très focalisé sur la question de la mer, celle de la pêche, les usages qu'on peut avoir de l'océan, et pas de l'océan en soi. Comment s'explique... j'imagine que ça... C'est peut-être une commande qui a été passée à la CNDP, ou c'est un choix méthodologique que de focaliser à ce point-là l'attention sur ces deux points qui sont certes des points très controversés.

**Participant**

Thierry l'a dit, je l'évoquais un petit peu tout à l'heure, parce que c'est vrai, c'est de veiller aux équilibres. Terre-mer, tout de suite ça me parle, parce qu'il n'y a pas de terre sans mer, il n'y a pas de mer sans terre. Cet équilibre-là. Je ne sais pas peut-être que... Je n'en sais rien. On parle de nos politiques et de nos responsables, mais les citoyens eux-mêmes, comment ils sont concernés et investis ? Parce qu'on voit bien aussi, quand on fait signe « qui veut venir ? », il n'y a pas beaucoup de monde à venir non plus.

Est-ce que de transposer... Quand on parle de biomimétisme, ce n'est peut-être pas ces termes-là. Là, j'ai la mer devant moi. Aussitôt, ce que je sens, c'est d'essayer de mettre en rapport avec nous. Puisque l'eau est en grande partie intégrante dans notre corps, d'un sujet qui est celui-ci, comment on peut le transposer sur nous et prendre conscience que c'est ce qui est en nous et en dehors de nous ? Là, on parle de l'océan et de ce qui est à sauver, mais qu'est-ce qui est à sauver en nous ? Qu'est-ce qui est en perte, pour finir, si ce n'est pas nous ? On parle de l'effondrement économique, de l'effondrement de la société. Est-ce qu'il n'est pas un atout en nous, les êtres ?

### Participant

Moi, la mer en débat, ça revient à ce qui a été dit sur le regard qu'on porte sur la mer. Au niveau politique, je le vois quand même beaucoup comme un... Quand on parle d'économie bleue, personnellement, c'est un terme qui ne me plaît pas, mais... comme nouvel espace d'exploitation. Mais en tout cas on voit que ce débat servirait à justifier, d'une certaine manière, une nouvelle manière de plus exploiter la mer, de rentrer dans une phase d'appropriation plus forte des espaces et des ressources, comme si c'était acquis que, de toute façon, il faut le faire. Et pour moi, il faudrait requestionner cette manière de voir la mer, les espaces maritimes comme la nouvelle économie bleue, un nouvel eldorado. C'est ce qu'on a fait tout le long du XXe siècle. C'est ça qu'il faut mettre en débat avant de savoir s'il y aura 2 ou 50 parcs éoliens en mer. Et ce n'est pas ce que je vois au plus haut niveau politique, à part sur certaines questions comme l'exploitation des grands fonds marins. Je pense qu'en tout cas, au niveau français et européen, il y a encore une vision qu'on va débattre de quel niveau d'exploitation de la mer et quel niveau d'économie bleue on va mettre en place pour l'avenir. Et là, je pense qu'on marche sur la tête.

### Thierry BUANIC, Association AL LARK

Mais c'est normal, parce qu'en disant ce que tu dis, tu remets en cause l'ensemble d'un modèle économique et social qui existe là. Il y a un mot qu'on n'a pas encore employé, c'est le mot « vivant ». C'est-à-dire, qu'est-ce qu'on met en avant ? Est-ce que c'est l'exploitation ? Il ne faut jamais oublier que dans l'frémer, le « e » veut dire « exploitation ». Ça ne veut pas dire économie ou environnement. Effectivement, depuis 2 siècles, on met en avant comment la nature peut servir l'homme en tant que catégorie sociale, etc. Je ne vais pas faire mon petit Marx, mais la gestion des rapports sociaux n'est pas prise en compte. Il y a une notion qui me semble fondamentale, c'est le vivant. Le vivant, ce n'est pas la biodiversité. On a arrêté de parler de biodiversité. On n'emploie plus du tout ce mot-là. On parle du vivant. Parce que le vivant, c'est aussi nous. Et tu as raison, quand tu dis... Les deux disent qu'il faut aussi nous sauver, nous. Et le point important, c'est qu'en sauvant les animaux, l'océan, la nature, les forêts, etc., c'est nous qu'on est en train de sauver en même temps. C'est la seule condition. Et il n'y a qu'une chose qui peut le permettre. Moi, je ne parle pas de renoncement, je parle de sobriété. C'est-à-dire que si on n'arrive pas à être plus sobre, l'alcoolisme tue 40 000 personnes en France chaque année. Si on veut traiter un problème de santé publique, qui coûte des milliards chaque année, il faut boire moins. De la même manière, si on n'arrive pas au niveau mondial à réduire l'exploitation de la nature, on sait, et la particularité de l'océan, c'est que ces enjeux-là sont particulièrement visibles et particulièrement criants. Quand on est sur un bateau en mer, on voit les déchets, on voit les dégâts sur les animaux. Quand vous entendez des gens... Il y a un pêcheur récemment qui m'a dit « je ne comprends pas, quand j'étais jeune, on pêchait des maquereaux et chaque fois qu'on pêchait, on en prenait 150, 200, on ne savait plus quoi en faire, il fallait les jeter ». « Je ne comprends pas, maintenant, aujourd'hui, quand je jette ma ligne, il n'y en a plus que 2 ou 3. Pourquoi, à votre avis ? » J'ai trouvé ça extraordinaire. Ce que j'ai pu lui répondre, c'est « écoute, ta réponse est dans ta question. Si tu n'en avais pas pris 150 et tu n'en avais pas jeté, peut-être qu'aujourd'hui, il y en aurait davantage ». Je trouve que la mer est extraordinaire pour ça, parce qu'elle révèle des choses, peut-être beaucoup plus que dans des problèmes plus complexes d'appropriation de territoire ou autre. La mer, j'allais dire, c'est quelque chose de plus... Les conflits, y compris, sont plus purs, plus nets. Et aussi, le rapport au vivant.

### Participant

Je voudrais ajouter un point, parce que j'ai l'impression que les... Quand je dis « on », ce n'est pas nous ici, autour de nous. On a l'impression qu'on est dans le [*inaudible*] et qu'on nous le ressort pour la mer. Ça, moi, ça me scie un peu, quand même. Et puis, si on parle du vivant, en fait, le vivant, c'est abondance. C'est l'abondance, sur cette terre. Comment ça se fait qu'on a basculé dans la pénurie, dans le désert, à terre et en mer, alors qu'on est censé avoir développé tout un tas de techniques, de technologies, d'intelligence humaine ? Et quand on regarde les populations anciennes, pas que les autochtones, même anciennes, il y avait une espèce d'autorégulation, comme on le trouve dans le vivant, d'ailleurs. Parfois, il y avait des défaillances. Quand on voit une invasion de sauterelles, ça va

ravager en dix secondes tout ce qu'elle trouve sur son passage. Mais en tout cas, c'est cette question-là, moi, qui me trouble. Et du coup, c'est pour ça que j'ai demandé la précision du « nous », parce que je pense que c'est notre humanité. Mais l'humanité aussi... Humilité, aussi, d'être un vivant sur cette planète Terre, sociale, on est des êtres sociaux. Et là, ce débat en mer, ça pourrait être vraiment un espoir de nous relier, sur ces questions-là. C'est une opportunité extraordinaire qui nous est offerte. Je m'interroge sur la procédure en cours. Je sais qu'on n'est plus dans le popcorn, là, mais... Je voudrais vraiment arriver à ce qu'on arrête d'être dans une posture de sauveur de la nature, ou du vivant. On ne va rien sauver du tout, parce que si on sauve, c'est le triangle infernal du sauveur-victime-bourreau. Je voudrais qu'on sorte de ce triangle. On n'a rien à sauver, on n'est victime de rien, on n'est bourreau de rien non plus. Ça, c'est dans mon idéal. Je voudrais qu'on change un peu de sémantique, et donc, comment faire pour recréer une forme de... C'est [*inaudible*], je crois, qui parle de diplomatie. En fait, c'est notre voisinage. Comme là, vous êtes mes voisins-voisines, que ce soit la goutte d'eau, que ce soit... Parce que dans le vivant, ça me trouble aussi, parce que je suis géophysicienne à la base aussi, donc il n'y a pas que les cellules vivantes. Il y a aussi les rivières, il y a aussi les montagnes, il y a aussi les glaciers, il y a aussi les courants. Bref, tout ça, c'est vivant. La Terre est vivante. Ce qui est très dur à entendre, c'est que quand c'est vivant, il y a un cycle. Il y a un cycle vie-mort-vie. Peut-être qu'il y a des systèmes qu'il faut laisser mourir pour faire émerger d'autres ou transformer, comme la chenille et le papillon. À un moment, la chenille devient papillon. Les cellules de la chrysalide se battent pour ne pas être... La chenille ne veut pas mourir, ne veut pas devenir papillon. Mais au bout d'un moment, il y a trop de cellules et la chrysalide se fait et le papillon existe. Donc, j'espère qu'on en est là, bien avancé. Ça fait longtemps que s'est exprimée cette question de faire autrement.

### Participante

Pour répondre à ce que je mettrais dans la mer en débat, je ne sais pas dans quelle mesure la question de la santé publique est intégrée dans la mer en débat. Est-ce qu'elle est intégrée de manière indirecte par la question du changement climatique, etc., ou est-ce qu'elle est intégrée dans ses effets... Je reprends les termes de Pascale D'ERM, qui a écrit un livre sur la santé bleue, et dans ses effets salutogènes, que j'appelais jusqu'à maintenant « bénéfiques ». C'est elle qui m'a fait découvrir ce mot que je trouve assez beau aussi. Et dans ses effets sur la qualité des eaux, quand on connaît des biologistes marins qui s'intéressent au plancton, on voit bien qu'il y a des endroits où il y a des problèmes qui, aujourd'hui, sont surtout traités soit quand il y a un problème économique, soit vraiment quand on a une alerte sanitaire, l'ARS se réveille et dit qu'on ne peut plus consommer. Et moi qui ai vu établir des plans cancer par rapport au tabac, etc., il y a en gros cette notion de prévention en santé publique et je ne vois pas encore ça établi au niveau de la mer et je trouve que ce serait intéressant pour tout le monde. Dans le cadre de l'école d'exploration, par exemple, on a eu la chance de rencontrer quelqu'un qui travaille sur la médecine hyperbare, sur le stress post-traumatique pour les gens qui ont vécu les attentats du Bataclan. Ce serait génial de ne pas juste poser cela comme un document de stratégie de façade maritime, et d'aller au-delà, puisque ça va être l'année de la mer, puisqu'il y a l'UNOC, le sommet pour l'océan en 2025, où le président MACRON et toute la bande ont prévu de définir un indicateur de santé de l'océan, si peut-être ce débat peut permettre de reposer la question au-delà du document de stratégie de façade, pour savoir si le ministère de la Santé s'intéresse à ce débat. Je pense que c'est important aussi d'intégrer cette dimension de santé globale, de santé environnementale, on peut l'appeler comme on veut, mais je ne le vois pas apparaître sauf... Et après, il y a un autre débat qui sera intéressant, qui est sur la temporalité, c'est que le temps politique n'est pas le temps paléoclimatique qui est celui de l'océan, en tout cas à l'échelle du cycle des grands fonds marins, etc... Donc, c'est en train de changer et justement ça serait vraiment intéressant de reconsidérer la temporalité politique, c'est ce qu'on essaye de faire dans les COP, il y a cette tentative, mais dans le traité sur la haute mer, etc., il y a plein de cas où il y a une tentative de le faire, mais comment la mer en débat pourrait aider les acteurs publics à se relier à un temps extrêmement long, qui est à l'échelle de plusieurs millions d'années, tout en ayant une action à court et moyen terme. Je sais que ça paraît un peu loin, peut-être...

### Participante

J'aimerais qu'on ajoute un élément qui n'a pas encore été cité, c'est un élément de risque et stratégique aussi, parce que la mer en débat, je reviens quand même sur le choix de la couleur des pales des éoliennes qui sont au large de la côte, mais peut-être que cette côte ne sera plus. Et peut-être que ces câbles électriques qui vont aller sous l'eau pour pouvoir transporter cette énergie, il va falloir vachement les rallonger. Quel coût ?



## **Patrick Tallec**

C'est dans le DSF.

### **Participante**

Je trouve ça un peu étrange qu'ils aient pensé à ça. Voilà, ça illustre, parce qu'au départ j'ai une formation d'ingénieur avant d'avoir une formation de chercheur, après avoir eu... Mais en tout cas, ces deux côtés, c'est ce formatage de nos grands ingénieurs et de nos grands esprits élites dont j'ai fait le cursus, donc je connais très bien, et qu'en fait on est formatés à trouver des solutions. C'est-à-dire qu'on nous pose un problème, mais on ne questionne jamais le problème qu'on nous pose. Donc, on prend la question et on va trouver une solution. Comme tous ces ingénieurs sont très bons, ils vont trouver des solutions. Ça, c'est sûr. Ce n'est pas le problème des solutions. Vous avez fait un peu de maths, ou si vous faites de l'inconscient, l'inconscient c'est une ressource inépuisable, c'est l'imagination, on n'a pas de limite. La solution, ce n'est pas le problème. C'est la question qu'on pose. Comment on la pose ? Comment on nous met dans des tuyaux, des tunnels, ce qui fait qu'on ne peut pas aller voir en dehors de regarder là, on nous met des œillères. J'aimerais beaucoup entendre parler les jeunes, j'aimerais beaucoup qu'il y ait beaucoup plus de jeunes dans cette mer en débat. J'aimerais que les jeunes pour le climat soient vraiment entendus, et les enfants, parce que les enfants sentent les choses, ils ne sont pas encore formatés comme nous, ils n'ont pas certaines peurs. C'est quoi leur place dans la mer en débat ? Et puis, nous qui sommes des adultes en âge de voter, nous allons donc prendre des décisions pour des gens, des jeunes, qui eux vont avoir à subir les conséquences de ces décisions. Comment on les inclut dans le débat ? Comment on pourrait leur donner... par exemple, ici, on pourrait mettre une chaise qui représente les enfants aujourd'hui et on pourrait en mettre une autre jusqu'à la 7<sup>e</sup> génération. Comment on peut...

### **Participante**

Sauf que, quand tu mets les chaises là, il est déjà trop tard. C'est pour revenir à ce que je disais tout à l'heure, qu'on s'organise vraiment localement.

### **Participante**

C'est un schéma français.

### **Participante**

Oui.

### **Participante**

Je me permets de préciser, c'est que c'est de les inclure dans le débat, comme mettre une chaise pour la Rance, mettre une chaise pour tout un tas d'êtres qui n'ont pas le bulletin de vote. C'est ça que je veux dire. Ceux qui l'ont sont de plus en plus nombreux à ne pas voter.

## **Clémence LEBLANC, SG NAMO**

Il y a Lola qui veut prendre la parole.

### **Lola, citoyenne**

J'aimerais dire quelque chose, pour rebondir sur ce que tu as dit sur le fait qu'on est formaté à trouver des solutions. Je trouve qu'on le remarque vachement dans le titre « la mer en débat ». Cela me marque, parce qu'un débat sous-entend que la mer doit se battre pour se défendre face à l'invasion humaine. Du coup, la mer en débat, pour moi, ça ne devrait pas être tourné sur à quel point est-ce que l'homme doit envahir tel territoire sur la mer, à quel point elle doit se défendre. On pourrait transformer le débat en juste vivre avec le vivant, vivre au contact de la mer, et ça changerait tout le point de vue. Ce ne serait plus se battre pour la préservation de la mer, mais ce serait faire avec la mer, le littoral à l'instant T. Comment on fait pour rester à son contact ? Du coup, voilà.

### **Participant**

Je me permets de rebondir là-dessus parce que je prends des notes, mais j'ai aussi des choses à dire. Moi, la vraie question de fond, en fait, il y a beaucoup, comme dit Emmanuelle, d'alertes rouges qui s'allument sur la mer en débat, et on en a beaucoup parlé, donc j'essaie de synthétiser un truc qui est dur à synthétiser, mais je vais essayer. La question de fond, c'est comment on renverse la table de cette mer en débat ? Pourquoi ? Ce n'est pas pour faire de l'activisme rebelle basico-basique. C'est parce

que la manière dont est posée la question va créer, de fait, des choses qui sont déjà décidées, d'une certaine manière. Or, on a l'opportunité, en tant qu'habitants et citoyens, de prendre parole, et la meilleure prise de parole, ce serait de répondre à nos questions à nous, et pas à la question du gouvernement. Et ça, pour moi, c'est la base, en fait. Moi, je suis marin, j'ai grandi ici, sur cette côte. Pour moi, en tant que marin, la mer est une et indivisible. On ne peut pas la spatialiser, ce n'est pas possible, en fait. C'est un fluide, ça circule, il y a des marées. En Bretagne, c'est quand même là où il y a des marées, il y a des courants. On ne peut pas spatialiser l'espace maritime. Ça, c'est une directive européenne et c'est une pensée terrienne. C'est une approche terrienne de la mer. Je vais jusqu'au bout. Et cette pensée terrienne, elle a conduit au système économique et social actuel. Aujourd'hui, on est au XXI<sup>e</sup> siècle, on n'est plus au XX<sup>e</sup>, et il faut réinventer notre manière d'être au monde, puisque l'enjeu, c'est la vie sur Terre et on fait partie de la vie. Soit on est suicidaire, ce qui n'est pas mon cas, et à ce moment-là on va mettre 50 champs d'éoliennes sur la façade, mais franchement je ne crois pas qu'on va vivre plus de 30 ans. Soit on répond à nos questions, à nous, habitants, et on s'organise pour y répondre collectivement ensemble. Et on fait remonter à l'échelon supérieur nos réponses. En fait, c'est pour ça, c'est la raison d'être de cette soirée. C'est-à-dire que nous, au Palais du Grand Large, mardi, est-ce qu'il y aura envahissement ou pas des pêcheurs, parce que c'est ce qu'on entend de droite et de gauche ? En tout cas, ce qui est sûr, c'est que, comme l'a très bien dit Thierry, on va avoir 30 secondes pour prendre parole. Or, ce n'est quand même pas possible de parler en 30 secondes de la mer, qui est un sujet hyper vaste. Donc là, on a une courte et légère opportunité de s'exprimer librement. La question, c'est comment est-ce qu'à toute petite échelle, à l'embryon de ce qu'on fait ensemble ce soir, on peut le déployer plus large pour que, pendant le temps de la mer en débat et encore après, parce que c'est un sujet tellement vaste et on est dans la décennie des océans au niveau de l'ONU, donc on a aussi tout le temps, prenons le temps de repenser tout ce qu'on se dit. Parce qu'aujourd'hui, si c'est pour imposer à la mer le système économique et social destructeur sur Terre, je crois que ce n'est pas... On peut le faire. L'homme est capable de tout faire. On peut mettre, bien sûr, des éoliennes, mais ça s'appelle du suicide. Moi, je veux bien, mais ce n'est pas mon délire. Donc la question, c'est comment, au contraire, la mer et les gens qui vivent, les marins, et la nature peut, elle, nous envoyer des messages à nous qui vivons sur Terre, et nous apprendre des choses ? Pour dire « mais, votre mode de vie, les gars, il ne va pas ». Donc, comment est-ce qu'on peut ouvrir grand nos oreilles, écouter, entendre les messages de la nature, pour remettre, nous, en question nos modes de vie à terre ? Et là, on est en train de faire l'inverse. On est en train d'aller imposer sur un espace maritime qui est déjà sous pression, qui est déjà anthropisé à bloc. On est complètement malades. Donc, effectivement, arrêtons d'être des fous furieux dans nos esprits. Requestionnons-nous sur la mer. De toute façon, quand on est marin, on le sait, elle est toujours plus forte que nous. La montée des eaux, des vents ultra-violents, voire une baisse de régime des vents. Il n'y a plus de vent sur nos côtes et je peux vous dire que tout le monde le sait. Et donc, quand moi j'envoie l'information au promoteur des éoliennes en mer, « vous êtes-vous posé la question si les régimes de vent n'étaient pas en train de changer ? », il me dit « ça n'est pas la question ». Je dis « OK, vous devriez vous en préoccuper et vous en soucier ». Et ça, c'était sur le tchat du débat de mercredi soir. Parce que c'est un vrai sujet, c'est-à-dire que soit il n'y a plus de vent, et une journée comme aujourd'hui il n'y a pas un pet de vent, alors qu'on est en plein mois de janvier et qu'il devrait y avoir du vent. Soit c'est 200 nœuds à la pointe de Bretagne et ce sont des vents qu'on n'a jamais vus et qui sont ultra-violents, ultra-brutaux, et ça arrache tout.

### **Thierry BUANIC, Association AL LARK**

Soit c'est trois semaines de vent d'Est, ce qu'on n'a jamais vu avant.

#### **Participant**

Donc en fait, l'intérêt d'avoir une éolienne en mer : zéro pointé.

#### **Participant**

Pourquoi ce n'est pas une question ? Pourquoi ça ne le fait pas ?

#### **Participant**

Cela veut bien dire que ce n'est pas le vent, sa préoccupation. Pourtant, ça devrait l'être puisque c'est son métier.

#### **Participant**

Oui, mais qu'est-ce qu'il répond à ça ? Quelle est votre préoccupation si ce n'est pas celle du vent ?

### **Participant**

La préoccupation est économique. C'est un investissement, il y a une rentabilité, c'est tout. Elle est financière et économique, en fait. Donc en fait, c'est ça, on l'a très bien dit, c'est comment on renverse radicalement notre regard. Parce qu'on peut continuer, il n'y a pas de problème.

### **Participant**

Moi, je pense que si on veut gagner du temps, c'est qu'à un moment justement il faut qu'on sorte de notre système, de ce processus-là, parce que ça va continuer. Là maintenant il y a une prise de conscience, donc ça y est là, on va avoir des référendums, ça va prendre de partout. Des référendums, il va y avoir beaucoup plus de participatif, beaucoup plus de... Mais si on rentre dans le processus-là, c'est tacher d'avancer. Donc, laissons faire nos politiques en charge aujourd'hui de continuer, parce qu'ils ne vont pas plier les dossiers du jour au lendemain, de faire ce qu'ils ont à faire. Et nous, enclenchons cette manière nouvelle de faire. Et celle-ci, elle ne peut naître que par nous, que par la base et par le nombre. Point. Mais, ça va se faire dans le temps.

### **Participant**

Non, mais il ne faut pas laisser construire certaines choses. Tu dis « laissons-les faire, prendre les décisions »...

### **Participant**

Non, je ne dis pas... Mais, il faut du coup se rendre à l'évidence de ce qu'il se passe. C'est bien le constat qu'on fait, c'est que de toute façon, c'est des pierres dans l'eau à chaque fois.

### **Participant**

Ce n'est pas vrai, c'est une légende.

### **Participant**

Mais, ça n'empêche pas de le faire, Emmanuelle. C'est de ce dont je parle. Sauf qu'il faut qu'on repense à la manière de le faire. Il faut qu'on pense à la manière de le faire.

### **Participant**

Il faut arrêter de penser, il faut le faire.

### **Participant**

Suite à certains débats, j'ai entendu dire qu'il y avait quand même des projets qui ne voyaient pas le jour.

### **Marie DAUTZENBERG, L'École de l'Exploration**

Oui. Moi, je pense qu'il y a un point dans la mer en débat qui est intéressant, enfin en tout cas c'est ce qu'on essaie de faire ici par exemple avec le projet de l'école, c'est si on regarde le monde depuis la mer, qu'est-ce qu'on voit des décisions qu'on est en train de prendre à terre et inversement ? Donc, par exemple, les décisions qui sont prises à terre pour passer... si je prends les véhicules électriques qui vont utiliser les batteries, demain elles vont être transportées par la mer, ça va avoir un impact sur les ports, etc. Ça, ce sont des choses aussi de mieux considérer, via peut-être ce débat, les incidences qu'il peut y avoir entre des décisions qui sont prises à terre vers la mer, ou de la mer vers la terre. Quand il y a eu la tempête dans le Finistère, ils n'ont pas eu d'électricité pendant 11 jours du côté du Cap-Sizun.

### **Participant**

4 semaines.

### **Marie DAUTZENBERG, L'École de l'Exploration**

4 semaines. Du coup, elle posait la question du tout voiture électrique, quand il n'y a pas d'électricité pendant 4 semaines et qu'on est passé aux voitures électriques, comment on fait ? Mais pour ça, il faut avoir pensé au fait qu'on a eu des régimes de vent à 250 km/h. En Corse, il y a eu 220 km/h.

### **Participant**

L'année dernière.

### **Marie DAUTZENBERG, L'Ecole de l'Exploration**

Et donc ça par contre, ça veut dire quand même que dans la mer en débat, reconsidérer tous ces nouveaux extrêmes qui sont climatiques et de situation.

### **Patrick TALLEC, SG NAMO**

Aujourd'hui, il fait 30 en Espagne.

### **Marie DAUTZENBERG, L'Ecole de l'Exploration**

Voilà. Et le réintégrer peut-être un peu plus dans les décisions publiques. Et si on écoute quelqu'un qui est basé à La Défense, qui au pire rentrera à pied chez lui, ou si on écoute Anne QUÉMÉRÉ qui a quand même l'habitude d'avoir des difficultés dans sa vie, [*inaudible*] 11 jours. Mais, comment fera la grand-mère du village d'à côté ? Elle sera peut-être mieux. Elle fera autrement. Mais, ce que je veux dire, c'est que la mer en débat, ça peut être aussi l'occasion d'écouter des voix qui ont un sens pratique, terrain, un sens commun et qui peuvent apporter une autre vision aussi.

### **Nicolas BESSEC, Collectif Les Vagues**

Et du coup, je rebondis sur ce que dit Marie. C'est-à-dire qu'on a l'impression, en tout cas c'est mon impression, je ne veux pas généraliser, que la mer, sur une carte, c'est une zone bleue déserte. Et personne ne fait chier là, il n'y a pas de vache qui va crever près d'une éolienne. Donc, il y a un point bleu là. On ne sait pas trop ce qu'il se passe. On va mettre un truc dessus. Ça peut être des déchets nucléaires. Ça peut être de l'éolienne. Je ne vais pas focaliser sur l'éolienne. Et en fait, c'est quand même une question, c'est quand même un manque de culture, mais qui est démentiel, des personnes qui prennent la décision. C'est-à-dire que les gens prennent la décision sur des sujets qu'ils ne connaissent pas. La mer, il y a un trafic permanent tout le temps et ce n'est pas du tout un désert. Sauf que c'est sûr que sur une carte, il y a un truc bleu. Il n'y a pas de ville avec des conurbations et des réseaux routiers. Mais, il n'empêche que la représentation de la mer, ça a l'air d'un désert bleu et il ne se passe rien. En réalité, il y a des activités humaines. Il y a une vie absolument hallucinante. En fait, il y a un défaut de connaissance qui est absolument dingue. Les gens qui vont prendre une mission, ça peut être un ingénieur à la DREAL, ça peut être un élu à Bercy, ça peut être un haut fonctionnaire à Bercy, un élu, etc., c'est-à-dire que les gens décident complètement à l'aveugle. Ils ne connaissent absolument pas les sujets parce que la mer, c'est un sujet très spécial. Cela prend du temps et des années et des années et de l'expérience pour vraiment connaître ce milieu-là. Il est tellement vaste et complexe que ça ne se fait pas en une journée. En fait, c'est comment est-ce qu'on va former, dès aujourd'hui et surtout demain, des ingénieurs, des machins, on les acculture à ce que sont les océans ? Comment ça marche ? Cette planète, c'est un océan mondial avec des îles, continents. On n'est pas juste sur la Terre. Et si on ne comprend pas les océans, on ne comprend pas du tout la maison dans laquelle on habite tous, tous les êtres vivants, en fait. Et si on ne comprend pas ça, il n'y a pas d'éducation, il n'y a pas de culture. Pourtant, les informations, on les a tous. Mais, il faudrait envoyer un bouquin de Rachel CARSON à tous les élus, à tous les décideurs, à mes retours. « Là-dedans, c'est la base. Si tu n'as pas compris ça, tu n'as rien compris ». Et c'est urgent, en fait. C'est urgent de le faire. Donc, il y a un vrai sujet à ce niveau-là. Parce qu'on peut effectivement faire des processus démocratiques, etc. Mais aujourd'hui, le système, il est tel qu'il est. C'est comment on agit, on met le grain de sable dans le rouage aujourd'hui, avec le système tel qu'il est fait aujourd'hui, pour qu'il y ait quand même une prise de conscience. En fait, tout l'enjeu de ce qu'on est en train de se dire, c'est faire un saut de conscience. On est encore dans la pensée du XXe siècle, avec ce qu'on nous propose. Comment on arrive vraiment dans le XXIe siècle, avec un rapport différent entre l'homme et la nature, un rapport différent au vivant, et comment ça rentre dans le processus de décision qui est un système qu'on a hérité du XXe siècle et qui dysfonctionne dans le monde dans lequel on vit aujourd'hui ? Comment est-ce qu'on fait pour faire les gentils virus et mettre les grains de sable dans les engrenages ? Parce que ça ne fonctionne pas.

### **Clémence LEBLANC, SG NAMO**

Je me permets de recadrer. Je pense qu'en effet, c'est une bonne idée de donner la parole à ceux qui ne l'ont pas prise, et après peut-être de lire factuellement les notes qui ont été prises et les différents points qui ont été abordés, et de laisser la parole à Lucie pour faire juste une présentation très rapidement du débat, des sujets, du DSF. Ça ne répondra pas à tout, mais ça vous donnera aussi des pistes un peu sur certaines questions. Comme ça, potentiellement, on relancera les échanges après, si ça vous va, parce que l'heure tourne un peu.

### Participante

En deux mots, c'était par rapport à ce que disait Nicolas notamment. Je voulais savoir, depuis le mois de novembre, qui participait au débat ? Est-ce que vous avez réussi à avoir toutes les classes socio-économiques, etc. ? Et aussi au niveau de la diffusion, parce que j'ai l'impression que c'est souvent quand même des gens avertis sur la thématique qui y participent. Et je me demandais aussi... En fait, c'est un vrai débat en lui-même, c'est par rapport à ce que disait Nicolas, si à ce moment-là, il faut que ce soit seulement les personnes averties sur la mer qui prennent les décisions, ou au contraire si tout le monde a sa place.

### Nicolas BESSEC, Collectif Les Vagues

Ce que je disais, c'est que tout le monde devienne averti, en fait. C'est ça que je voulais dire.

### Participante

Mais du coup, en fait, c'est de manière générale comment on démocratise le débat et comment on le fait tourner pour que ce ne soit pas toutes les mêmes classes socio-économiques.

### Participante

C'est en lien avec la question de la démocratie et du débat, c'est-à-dire que moi, je veux bien discuter avec des pêcheurs, je veux bien discuter avec les gens qui décident qu'il nous faut des parcs éoliens, les gens qui les construisent, et je pense que c'est de ça qu'on crève. À un moment, les pêcheurs, il y en a eu aussi depuis fort longtemps, ce n'est pas forcément la pêche en soi qui est critiquable, c'est une certaine pratique de la pêche, et je comprends que des gens dont la subsistance est mise en danger puissent s'élever pour essayer de protéger ce qu'ils estiment avoir à protéger. C'est peut-être une déception par rapport à la mer en débat, c'est-à-dire à quel moment il peut y avoir un débat entre des pêcheurs et des citoyens, citoyennes, habitants, habitantes qui ont d'autres usages de la mer et qui se préoccupent peut-être aussi de ses fonctions écosystémiques ? Pareil, ce n'est pas inutile d'avoir un débat sur les éoliennes, on se dit qu'on a besoin d'énergie, alors c'est le nucléaire ou les éoliennes ? On ne veut pas d'éoliennes, on ne veut pas de nucléaire, on ne veut pas de panneaux solaire. Alors, on revient à la sobriété. Où est-ce qu'on les met, les éoliennes ? Personne n'en veut. Avec ne serait-ce que la croissance de la population, on ne parle même pas de l'aberration des voitures électriques. Mais si on électrifie tout, on va avoir besoin d'électricité, on l'a prévu comment ?

### Participant

Il y a beaucoup de sujets.

### Participante

Qu'est-ce qu'on va faire ? L'énergie, elle sert à faire quoi ? [*inaudible*]

### Participante

Gilles LURTON, qui est notre maire, qui a été élu maire de Saint-Malo, a démarré avec un projet de territoire qui était sur le participatif, un projet de territoire sur 4 grandes thématiques. On est 86 000 sur le territoire, on était tous censés être au courant par nos maires de ce grand projet de territoire avec deux questionnaires, avec des ateliers derrière auxquels on était invités à participer. On a été 2 %, c'est-à-dire 1 600 sur 86 000 à répondre aux questionnaires puis 60 au premier atelier pour finir à 12 au dernier atelier. Ça peut donner une idée de ce qu'il se passe. Il y a des choses, mais comme ce n'est pas bien pensé et bien organisé, on n'est pas au rendez-vous et eux n'ont pas le temps de le mettre en place.

### Thierry BUANIC, Association AL LARK

C'est vrai et pas vrai. C'est vrai, tu as raison sur le constat. Mais en même temps, moi j'ai posé une question, j'ai posé la question à des jeunes hier, des gens qui ont moins de 30 ans peut-être, une dizaine, ils étaient là en train de préparer l'élection, et je leur ai parlé du débat public. Ils ont tous rigolé en disant « qu'est-ce que tu veux qu'on aille faire là-dedans ? » et ils ont dit « nous, on pose des quadrants sur le rivage et on compte les mollusques et les [*inaudible*]. Et c'est 10 000 fois plus important que d'aller parler dans un débat qui n'a aucun sens parce qu'il est construit... ce sont des gens qui sont étudiants, ce n'est pas... mais, je suis conscient qu'on est dans un cadre [*inaudible*], mais, pour eux, la question c'était que ça ne peut rien donner, puisque c'est derrière la maîtrise d'une action politique, donc à court terme. Or, le court terme ne peut en rien répondre aux problématiques et je suis tout à fait

d'accord avec ce qu'a dit Nicolas tout à l'heure, sauf que lui il en parle pour la mer, pour moi c'est vrai aussi pour la terre. C'est-à-dire que c'est vrai de manière générale, c'est vrai qu'aujourd'hui, on marche sur la tête, on est dans un système qui... Et puis ce n'est même pas une question de volonté humaine, il n'y a pas de deus ex machina qui pilote ça. Le système économique et social a dépassé complètement, a complètement échappé... c'est Frankenstein... a complètement échappé aux gens qui pensent le contrôler. Quand on voit la crise économique de 2008, les *subprimes*, etc., on se rend compte que tout ce système est complètement... Et c'est vrai pour l'énergie aussi, c'est vrai qu'il n'est pas impossible qu'un de ces jours l'ensemble du système électrique se casse la gueule, s'effondre, parce que plus personne... On est à des échelles telles que plus personne n'est capable de maîtriser réellement la complexité de l'ensemble. Et on n'est que dans du court terme, dans des rustines, comme si on était dans un ballon, il y a des fuites, il y a plein de trous dans le ballon, on met des rustines, mais personne ne pense à atterrir. On veut rester en l'air. Dans le ballon, on met des rustines.

### **Participant**

Bonne transition, je pense.

### **Marie DAUTZENBERG, L'Ecole de l'Exploration**

En parlant de transition, je voulais simplement préciser que je vais devoir partir dans 15 minutes. Ce n'est pas le temps politique, c'est le temps de la famille. Je serais ravie de vous entendre aussi, parce qu'on est de bavard. On a des choses à dire et par rapport au cadre qui vous est donné, je serais contente de savoir, ne serait-ce que par culture par rapport au projet qu'on porte, qu'on puisse aussi être précis quand on parle, parce qu'il y avait l'intention ce soir aussi de bien saisir de quoi on parle, pour le débat public.

### **Lucie BEGUIN, CPDP NAMO**

J'avais juste une question pour vous. Ces jeunes, ils connaissaient la CNDP et le débat ? Ou est-ce que...

### **Thierry BUANIC, Association AL LARK**

Oui, c'est important de le préciser. Je crois que les garçons n'ont pas la même réaction, mais c'était un groupe de filles. Elles sont dans l'association, elles sont bénévoles à l'association, et on a parlé du débat public depuis...

### **Lucie BEGUIN, CPDP NAMO**

OK, et elles avaient connaissance de ce qu'était la CNDP ?

### **Thierry BUANIC, Association AL LARK**

Oui, mais ce n'est pas le débat public en lui-même.

### **Lucie BEGUIN, CPDP NAMO**

Oui, j'entends, c'est juste pour faire la transition avec ce que... Moi, ce qui m'intéresse aussi, juste avant de commencer, en vous présentant la CNDP, le DSF et le but de ce débat, en tout cas, notre ambition. Parmi vous, qui connaissait la CNDP avant ce soir ? Avant de parler de la mer en débat.

### **Participant**

Moi, c'est quand j'ai entendu parler de la mer en débat que j'ai appris la CNDP.

### **Lucie BEGUIN, CPDP NAMO**

Et avant la mer en débat ? Non ? OK. Bon, on est sur 50 %.

### **Participant**

Et moi, je pense que de ma génération, enfin, honnêtement, dans mon cercle d'amis proches, je pense qu'il y a très peu... Et ma petite sœur n'en avait jamais entendu parler.

### **Participant**

Est-ce que c'est possible d'ajouter la question sur l'acronyme DSF ?

## Participant

Attends, on parle de la CNDP d'abord. Je crois que les gens connaissent plus les enquêtes publiques au niveau local. Ça, je pense que les gens connaissent plus les enquêtes publiques que la CNDP.

## Participant

Moi, j'ai vraiment compris ce qu'était la CNDP en préparant les deux journées d'école d'exploration sur les énergies en mer. Je me suis collé deux heures d'audition de Chantal JOUANNO au Sénat. Les auditions au Sénat, ce n'est pas mal, en général, pour comprendre. Et parce que j'avais sollicité un étudiant, Pierre, qui a travaillé pour vous, qui, lui, connaissait le fonctionnement de la CNDP. Et après, je vais creuser, mais je me dis, s'il faut avoir fait tout ça plus connaître le directeur adjoint de la DREAL pour savoir ce que c'est, c'est qu'il y a effectivement peut-être un déficit de notoriété et de compréhension.

## Participant

Il existe tellement de choses. On a nos représentants, on a... Si on va sur le site du gouvernement, moi, ça fait 4 lettres que j'envoie au président de la République.

## Lucie BEGUIN, CPDP NAMO

Mais ce n'est pas le gouvernement. Est-ce que vous connaissez la CNIL et le CSA ? L'ARCOM, maintenant. La CNIL et le CSA, qui est aujourd'hui l'ARCOM. Ce sont des hautes autorités administratives indépendantes, des HAAI. Et donc la CNDP, la Commission nationale du débat public, est une haute autorité administrative indépendante. Ce n'est pas le gouvernement.

## Participant

Comment les gens se retrouvent à être dedans ? Qui les nomme ? Qui les élit ? Comment est faite cette entité ?

## Lucie BEGUIN, CPDP NAMO

Je ne vais pas pouvoir entrer dans le détail, parce qu'il y a des nominations.

## Participant

Par le gouvernement ?

## Lucie BEGUIN, CPDP NAMO

Oui.

## Participant

Elle est née du débat sur le climat ?

## Lucie BEGUIN, CPDP NAMO

Non, elle est née en 1995, suite à la loi Barnier sur le débat public. Elle a été mise en avant beaucoup lors de... *[inaudible]* Exactement. Il y a eu un moment où elle a été mise au-devant de la scène. C'était au moment du grand débat, parce que c'était la CNDP qui devait organiser le grand débat et ça a été ensuite un peu court-circuité. La CNDP s'est retirée pour ces raisons de l'organisation du grand débat, parce que de son point de vue, ça ne respectait pas les règles que doit suivre un débat public. Le débat public, c'est une forme de concertation qui est encadrée par la loi, par le Code de l'environnement. Ça a une durée légale très précise et on est dans ce cadre-là avec la mer en débat, à savoir qu'on a toujours une phase préliminaire d'étude de contexte, de rencontre des acteurs, qui peut durer 3 mois à peu près. Après, on a 6 mois maximum de débat. C'est-à-dire que c'est la mise en marche des modalités d'information et de participation du public. Ensuite, on a 2 mois de rédaction d'un rapport. Ensuite, la maîtrise d'ouvrage a 2 mois pour faire ce qu'on appelle une reddition des comptes. C'est-à-dire qu'à partir du moment où une maîtrise d'ouvrage saisit la CNDP sur un sujet, cette maîtrise d'ouvrage s'engage à revenir vers les participants au débat à l'issue de ce débat. C'est vraiment un gage ultime, cette reddition des comptes. C'est ce qui garantit l'honnêteté du dispositif. Ça, c'est un point important.

La CNDP n'est pas toujours un organe très connu. Et pourtant, c'est l'administration qui défend un droit constitutionnel, à savoir le droit de l'information et de la participation du public dans le cadre des projets à fort impact environnemental. Et ça, c'est un droit constitutionnel, vu que c'est un droit inscrit dans la charte de l'environnement qui est adossée à la Constitution. Ça, c'est un élément qui est assez

important. Comme je vous le disais tout à l'heure, c'est assez délicat pour nous, dans le sens où la CNDP, comme on l'incarne, on a les mêmes règles qui s'appliquent, c'est qu'on a un devoir de neutralité. Nous, on n'a pas à se prononcer sur les sujets qui sont mis au débat. On a comme mission la transparence et l'accessibilité et la complétude de l'information. C'est-à-dire que si je me mets dans le cadre de la mer en débat, comme je vous le disais tout à l'heure, la CNDP a été saisie par trois ministères et RTE, le réseau de transport électrique, le secrétariat d'État à la mer, le ministère des Transitions et le ministère de l'Énergie. Actuellement, il reste le ministère des Transitions. On attend la nomination des secrétaires d'État, s'il y en a, et auquel cas, on a toujours une continuité des administrations qui permet une continuité du débat, bien évidemment. Des changements de gouvernement, ça ne perturbe pas non plus, de manière considérable, un débat, loin de là. Et on a eu la suite avec Bruno LE MAIRE qui, du coup, a récupéré les questions énergétiques. Donc, notre cadre n'a pas changé et c'est bien ce cadre-là. Comme je vous le disais, il y a cette ambition de... plus qu'ambition, il y a vraiment cet objectif et ce rôle de la CNDP de garantir la transparence et la complétude de l'information. C'est-à-dire que tout ce qui existe en termes d'information, déjà du côté maîtrise d'ouvrage, on a ce rôle de le mettre à disposition du public. Cela explique notamment parfois des délais qui ne peuvent pas être ceux du temps citoyen. C'est là où c'est toute la difficulté d'un débat public de créer des points de jonction entre le temps politique, le temps de l'administration, le temps du débat et le temps citoyen. Ces quatre temps sont des temps assez différents. Et malgré tout, on a ce rôle-là de conjuguer ces quatre temps. Par exemple, il a fallu beaucoup de temps avant qu'on puisse avoir un document de maîtrise d'ouvrage, à savoir le DMO, c'est-à-dire tous les éléments mis à disposition du débat sur le sujet qui est... Pour vous rappeler la saisine qui est la nôtre, c'est bien la révision des documents stratégiques de façade et la cartographie éolienne. Tout à l'heure, vous posiez la question de comment ça se fait qu'il y ait un prisme sur l'éolien en mer. C'est un des sujets du débat, en fait, qui est complètement nommé. Après, on est très vigilants et c'est pour ça que c'était très intéressant de vous écouter. Il n'y a pas un sujet qui doit dominer l'autre et c'est à nous de créer des modalités qui permettent de traiter l'ensemble des sujets liés tant à ce qui compose un DSF que ce qui va composer les sujets autour de la cartographie de l'éolien en mer.

Juste pour finir sur les missions de la CNDP, c'est organiser les échanges, les modalités de participation, organiser aussi la restitution de la parole du public. Vous voyez, là, on enregistre. Derrière, il va falloir retranscrire l'enregistrement, les verbatims, tout ce qui a été dit. Et tout ça, vous l'imaginez, fois 6 mois, fois la France. Donc, c'est assez énorme et ça implique énormément d'organisation. Après, on aura la rédaction de cet avis et derrière, la reddition des comptes. Ça, c'est pareil. C'est la CNDP qui est à la manœuvre en lien avec la maîtrise d'ouvrage pour s'assurer de, d'une part, leurs réponses tout du long du débat. C'est-à-dire qu'il peut y avoir des questions posées. La maîtrise d'ouvrage se doit d'y répondre. En tout cas, sinon, on aura la vigilance de vérifier que dans la reddition des comptes, il y a des réponses qui n'auraient pas été apportées le long du débat. Vous n'hésitez pas à m'arrêter quand ce n'est pas clair, bien évidemment. On est sur des sujets assez complexes et assez...

#### **Thierry BUANIC, Association AL LARK**

J'ai une question. Tu viens de parler d'être en lien avec la maîtrise d'ouvrage. Moi, ce que j'ai constaté, c'est que le poids de la maîtrise d'ouvrage dans le débat est énorme. Ils prennent la parole comme ils veulent, aussi longtemps qu'ils veulent, dans le débat. Vous n'avez, vous, aucun moyen d'organiser le débat pour que tout le monde ait le même poids dans le débat. Si on fait un débat citoyen et qu'à partir du moment où on est maire, où on est président d'un comité des pêches, on parle et on va pouvoir s'exprimer pendant beaucoup plus de temps, ce qui va priver les citoyens de possibilité de poser des questions. Et le débat est étouffé par le fait qu'un certain nombre d'élus, un certain nombre de corps constitués prennent la parole et bloquent le débat. Vous n'avez aucun moyen d'empêcher ça ?

#### **Lucie BEGUIN, CPDP NAMO**

Alors, il y a plusieurs sujets. Là, j'imagine que tu fais référence du coup à la réunion de Granville, ou est-ce qu'il y a d'autres éléments ?

#### **Thierry BUANIC, Association AL LARK**

On en a parlé. Il y en a d'autres où, effectivement, le poids, en l'occurrence, d'un côté, des donneurs d'ordre de l'État, des DREAL et, de l'autre côté, des comités des pêches, a pris un temps dans le débat, qui fait que... Je l'ai vu à Granville, d'une manière particulièrement caricaturale, tout le monde l'a dit, mais à Saint-Nazaire, ailleurs, ça a été le même problème.



## **Lucie BEGUIN, CPDP NAMO**

Je vais laisser... Patrick, tu as tout à fait le droit de parler, et Clémence aussi. Pour le coup, c'est un sujet qui est assez complexe, parce que malgré tout, c'est la maîtrise d'ouvrage qui doit présenter ses scénarios, parce que c'est sur cela que se base aussi le débat, en fait. Donc, il faut un certain temps de parole qui doit leur être donné, parce que c'est à eux de présenter ce qu'ils mettent au débat. On en crée les modalités de participation et on est gage de l'information et de la participation. Néanmoins, comme vous l'avez dit aussi, vous l'avez justement remarqué, c'est un débat qui est unique tant par son ampleur en termes de sujets, mais aussi en termes de territoires. On est sur des territoires « façadisés », c'est-à-dire qu'ici, on est sur la façade NAMO, Nord Atlantique Manche Ouest, donc basiquement Pays de la Loire et Bretagne. On le disait tout à l'heure, comme on n'avait pas encore enregistré, mais en introduction on en parlait, il n'y a pas une Bretagne, il n'y a pas une région Pays de la Loire. Il y a des enjeux qui se jouent sur la façade et en même temps, il y a des spécificités territoriales qui sont importantes de souligner et que la maîtrise d'ouvrage a aussi. Ce qui rend en plus la présentation toujours un peu longue. Sur la question de savoir si l'on a le moyen de changer ça, ou de faire attention à ça, d'être vigilant, à donner un temps de parole équivalent maîtrise d'ouvrage, citoyen, et également tu mettais en avant le poids des acteurs, c'est justement notre rôle et on essaye autant que possible d'être vigilants. On a vraiment un parti pris sur NAMO, on veut avoir du temps avec les citoyens. Après, on s'est posé la question et là je vais rentrer les mains dans le cambouis. Je ne pense pas sortir de ma neutralité, mais par exemple on s'est dit que ça serait bien de laisser les gens parler, avant de laisser parler la maîtrise d'ouvrage. Le problème, c'est que le sujet du débat, c'est DSF et cartographie éolienne. Déjà, vous l'avez dit, personne ne connaît le terme DSF, à moins de faire partie des acteurs. Donc, en faisant cela, on laisse une place plus importante à des acteurs. Donc, l'idée est quand même de présenter le sujet, parce que c'est aussi ce que les gens attendent quand ils viennent en réunion publique et ça nous a été présenté aussi comme ça par des citoyens et des citoyennes : « présentez-nous de quoi on va parler et après on s'exprime ». En faisant cela, ça veut dire que forcément on crée un biais de qui parle en premier. Après, notre rôle vraiment et c'est comme ça qu'on le prend sur NAMO, c'est qu'on essaye d'être vigilant sur le temps que ça prend à la maîtrise d'ouvrage de présenter les différents sujets. On essaye parfois d'alterner entre présentation maîtrise d'ouvrage, prise de parole et questions du public.

Après, très clairement, et c'est le jeu de tout débat public et de la démocratie participative, et vous l'avez beaucoup mis en avant tout à l'heure, la démocratie est quelque chose d'organique, c'est-à-dire que ça demande de beaucoup avancer de manière itérative et la réunion publique de Saint-Nazaire, je peux vous assurer que ça n'aura rien à voir avec celle de Saint-Malo de mardi. Parce que nous aussi, on a avancé en termes de modalité par rapport à ce qu'on a pu voir à Saint-Nazaire et là encore, le territoire joue beaucoup, le nombre de participants, le type de salle, l'actualité joue énormément sur comment les sujets sont pris en compte. Après, sur la question des acteurs, c'est toute la difficulté d'un débat public avec autant d'enjeux. C'est à la fois un débat public qui est passionnant en ce sens, parce que, et ça, c'est peut-être important de le rappeler en termes de contexte, ce débat public est quand même vu comme une aubaine du point de vue de la CNDP dans le sens où ça répond à une quinzaine de débats publics qui ont eu lieu sur les parcs éoliens en mer, en termes d'expérience. Une des leçons qu'a tirée la CNDP, et il y a toute une fiche qui est très bien faite sur le site de la CNDP sur les leçons suite au débat sur les parcs éoliens précédents. Vous savez qu'il y a eu deux vagues d'appels d'offres sur les parcs éoliens en mer.

Un des premiers apprentissages qui est sorti, c'est ce côté de quand on a un débat public sur un parc éolien en mer, le reproche qui a toujours été fait, c'est que la zone avait déjà été choisie et qu'on parlait d'un parc éolien sans savoir s'il y allait en avoir d'autres autour, pas loin, à quelle distance, quel raccord. C'est vraiment suite à ces années de pratique du débat et c'était une demande de la CNDP d'avoir un débat public sur la cartographie de l'éolien en mer. Après, c'est important de rappeler que les DSF, et là je vais peut-être... sauf si, Clémence, tu souhaitais peut-être compléter quelque chose, mais sur les DSF, et c'est en lien avec la question que tu posais, Thierry, sur la place des acteurs. Sûrement que vous n'aviez jamais entendu parler de DSF avant ce débat.

### **Participant**

Quelques-uns d'entre nous quand même, Marie notamment.

## **Lucie BEGUIN, CPDP NAMO**

Document stratégique de façade.

## Participante

Pour un océanographe, ça n'a pas de sens. Ce n'est pas que ça n'a pas de sens, c'est qu'il en manque beaucoup, parce que le lien... on est dans l'oscillation Nord Atlantique, ça concerne toutes les façades. En même temps on voit bien qu'avec le [*incompris*], les vagues de chaleur marine, ça se fait en Méditerranée, en Manche-Ouest et pas en Atlantique-Nord. Je voudrais dire que c'est quand même... On ne l'a pas vu passer... On l'a vu passer à Dinard et à La Manche, mais on ne l'a pas vu passer à Roscoff, on ne l'a pas vu passer à Brest, on ne l'a pas vu passer sur toute la côte atlantique, sur de la vague de chaleur marine, pas aérienne. Pour dire que c'est très complexe en fait, on saucissonne les choses, parce qu'effectivement sinon c'est indigeste.

### Lucie BEGUIN, CPDP NAMO

Ça permet de créer des postes.

### Thierry BUANIC, Association AL LARK

Je vais juste dire un truc là-dessus. Il y a quand même un problème quand c'est la maîtrise d'ouvrage qui le présente, parce que moi j'ai entendu, tu viens de dire « débat sur la cartographie éolienne », moi j'ai entendu la DREAL Normandie et la DREAL Bretagne dire « voilà où vont être les champs éoliens », il n'y a pas de discussion, on commence par dire « voilà, compte tenu des zones, compte tenu du rail, compte tenu des zones Natura 2000, compte tenu de tout ça, regardez bien sur la carte, on peut en faire là et là ». Commencer le débat de cette manière-là, c'est complètement faussé. Un vrai débat, ça ne devrait pas être le maître d'ouvrage qui présente le débat. Qui ? C'est complexe. En tout cas, certainement pas quelqu'un qui est juge et parti et qui a tendance à dire « voilà ce qu'on a décidé » et forcément après le public ne répond pas parce qu'il n'a pas de question à poser puisqu'on leur dit « voilà, c'est ça ». Je vous assure, c'est extraordinaire, parc éolien dans le golf Normand Breton, DREAL Bretagne, « il n'y en aura pas, parce que regardez, il n'y a pas d'espace pour en mettre, par contre là on peut, et puis là on peut ».

## Participant

Là on peut, mais ce n'est pas « là on doit ». C'est « là on peut », ce n'est pas « là on doit » déjà.

### Thierry BUANIC, Association AL LARK

Oui, mais quand on te dit « là on peut » et que c'est le seul endroit où on peut...

### Lucie BEGUIN, CPDP NAMO

Mais en fait, sur ça, j'ai un très bon exemple et je comprends complètement la remarque qui est très juste. En fait, par exemple, à Saint-Nazaire... non, c'était à Brest, on avait effectivement la maîtrise d'ouvrage qui a dit « ben voilà » et c'est vrai que c'est exactement comme ça que c'est présenté. Ce qui est mis au débat aussi, ce sont les 45 gigawatts qui sont prévus d'être installés en mer.

### Thierry BUANIC, Association AL LARK

Qui doivent être installés en mer.

### Lucie BEGUIN, CPDP NAMO

Qui sont prévus d'être installés en mer, mais dans le sens, nous ce qu'on... et ça, pour le coup, le président de notre CPDP qui était juste à côté de la maîtrise d'ouvrage a repris le micro en disant « les 45 gigawatts c'est une proposition, elle a toute sa place à être débattue dans le débat ».

## Participante

Ah, ça fait plaisir à entendre.

### Lucie BEGUIN, CPDP NAMO

Les propositions de la maîtrise d'ouvrage, alors c'est normal qu'ils présentent aussi comment ils l'ont travaillé. Après, nous, le rôle du débat, et c'est important de prendre bien la notion de comment s'organise ce débat ; le débat est là pour recueillir la parole, les propositions, ou les pistes de renoncement, ou ce qu'on attend aussi de la maîtrise d'ouvrage. Après, la décision est dans la main de la maîtrise d'ouvrage et l'application dans les conseils maritimes de façade.

### **Participant**

Et vous n'avez pas le sentiment du coup d'être instrumentalisés ? Je sais que sur le nucléaire, il y a un moment le débat s'est arrêté parce que la CNDP, je pense, a acté le fait que le gouvernement avait déjà pris la décision, donc il n'y avait pas de matière à débattre.

### **Participant**

Du coup, ils ont changé le débat.

### **Participant**

Comme vous dites, ils arrivent en posant le fait que. Après, on peut jouer sur les mots. Les 45 gigawatts, c'est une proposition, mais le maître d'ouvrage ne va pas le présenter comme tel, donc on peut peut-être s'interroger sur la sincérité de la reddition des comptes.

### **Lucie BEGUIN, CPDP NAMO**

La sincérité, là-dessus, est du côté de la loi pour le coup, dans le sens où c'est une obligation légale qu'ils fassent une reddition des comptes, et aujourd'hui on sait qu'on a le cadre législatif.

### **Participant**

La reddition des comptes, OK. Donc, ils reçoivent votre rapport. Dans la reddition des comptes, ils vont vous redire « 45 gigawatts à tel endroit ». On vous a entendu.

### **Lucie BEGUIN, CPDP NAMO**

C'est justifié.

### **Participant**

Il faut qu'ils argumentent.

### **Lucie BEGUIN, CPDP NAMO**

Quand on entend « reddition des comptes », ce n'est pas juste dire « oui merci, non merci », c'est « oui merci, voilà ce qu'on va faire, non merci, voilà pourquoi on dit non ». C'est ça qui garantit l'honnêteté de ce dispositif.

### **Participant**

C'est important, je me permets de vous interrompre, parce que c'est absolument fondamental, parce que dans la profondeur historique il faut que ce soit noté quelque part qu'il y a eu un débat public, que les gens se sont exprimés, que leur parole a été récoltée, qu'elle a été comme ci comme ça, que finalement la décision a été... Je pense que c'est fondamental. Alors ça paraît un petit peu...

### **Lucie BEGUIN, CPDP NAMO**

Sur le site de la CNDP, vous avez des débats qui illustrent soit l'amélioration de la décision, soit à l'inverse une remise en question de l'opportunité d'un projet et qui du coup a été annulé, ou un projet qui a été complètement transformé. Vraiment, c'est l'objectif d'un débat public. Et derrière, on en parlera en dehors de la soirée, mais vous avez aussi tout le pool des garants de concertation qui s'assurent de du déroulé des projets. Juste pour finir, l'autre élément aussi qui donne les conditions d'un réel débat sur les questions énergétiques par exemple, c'est que ça sera à la fin de ce premier semestre de...